

**Assemblée générale**

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
24 décembre 2001  
Français  
Original: espagnol

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 45<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 20 novembre 2001, à 10 heures

*Président :* M. Al-Hinai. . . . . (Oman)**Sommaire**

Point 114 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (*suite*)

Point 115 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

Point 119 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)

- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (*suite*)
- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

01-65044 (F)



*La séance est ouverte à 10 h 15*

**Point 114 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (suite)** (A/56/3, A/56/12 et Add. 1, A/56/128, A/56/333, A/56/335, A/C.3/56/L.39).

1. **M. Najjar** (Yémen) considère que la tragédie humanitaire que vivent les réfugiés dans les divers pays du monde est insupportable. Un nombre croissant de personnes sont contraintes de fuir leur pays pour se sauver de l'enfer des conflits armés et des souffrances indicibles qu'ils entraînent pour les femmes et les enfants. Il faut s'employer à soulager ces souffrances. La République du Yémen a signé sans tarder la Convention de 1951 et son Protocole facultatif de 1967. Compte tenu de sa localisation géographique et de la longueur de ses côtes, qui comportent de nombreuses îles, elle se trouve à proximité d'un important foyer de tensions dans la Corne de l'Afrique, souffre des effets de ces conflits et, par conséquent, aurait tout à gagner à leur résolution et de l'établissement de la paix. Le Yémen a ouvert ses portes aux réfugiés de la Corne de l'Afrique par souci de fraternité, de bon voisinage et de solidarité. D'après le rapport du Haut Commissaire, il accueille 60 545 réfugiés. Mais le chiffre réel est bien supérieur et atteint plus de 150 000 personnes, ces données ayant été confirmées par le représentant du Haut Commissaire dans le pays.

2. Le Yémen a adopté les mesures nécessaires pour faire face à l'afflux de réfugiés. Il a créé la Commission nationale d'aide aux réfugiés, a établi un camp dans la région de Jaraz pour offrir une aide aux réfugiés en collaboration avec le HCR, a élaboré des lois nationales relatives à la question des réfugiés et, dans le même temps, encourage le rapatriement librement consenti des réfugiés à mesure que la situation se stabilise en Somalie.

3. Les pays qui accueillent des réfugiés doivent supporter une lourde charge et sont confrontés non seulement à des situations tragiques mais aussi à des dangers écologiques, sanitaires, économiques et financiers. Le peuple et le Gouvernement du Yémen sont d'autant plus sollicités que le nombre de réfugiés présents dans le pays est important. Le Gouvernement yéménite demande instamment à la communauté internationale de le lui apporter son concours pour

partager ce fardeau. Il demande également au HCR de redoubler d'efforts dans ce sens. En outre, il invite les pays donateurs à fournir une aide de façon urgente et durable, car les situations de conflit persistant et le rapatriement volontaire étant quasiment impossible, les conditions de vie des réfugiés se dégradent constamment.

4. La tragédie que continuent de vivre les réfugiés palestiniens du fait de l'occupation israélienne mérite une attention particulière dans ce contexte. Le Yémen demande à la communauté internationale et à tous les partisans de la paix de réfléchir sérieusement à la situation humanitaire des réfugiés et de s'efforcer de rétablir la paix dans les zones de conflit et de créer les conditions d'un retour à la normalité et à la stabilité.

5. **Mme Monroy** (Mexique) rappelle que la politique du Mexique en matière d'asile et de réfugiés est fondée sur les principes qui guident sa politique extérieure, à savoir l'exercice de sa souveraineté, la solidarité et la coopération internationale ainsi que le respect des droits de l'homme. En outre, le Mexique a été distingué par le HCR pour ses efforts dans la promotion de solutions durables, humanitaires et intégrées en faveur des réfugiés.

6. Le Gouvernement mexicain, qui a adhéré à la Convention relative au statut des réfugiés et à son Protocole ainsi qu'à la Convention relative au statut des apatrides, s'emploie à renforcer les mécanismes de l'administration publique s'occupant des personnes reconnues comme réfugiées. La Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR) travaille à la mise au point des programmes relatifs aux réfugiés guatémaltèques. Sur les plus de 40 000 réfugiés guatémaltèques, 70 % ont opté pour le rapatriement volontaire, ce processus s'étant achevé en 1999. Actuellement, se poursuit le processus d'intégration dans la société mexicaine des réfugiés guatémaltèques qui ont choisi de rester sur le territoire national.

7. Le Mexique a participé à la célébration du cinquantenaire du HCR avec des activités comme la délivrance de certificats de naturalisation à 421 réfugiés guatémaltèques durant la première Journée mondiale des réfugiés et l'émission d'un timbre commémoratif et d'un billet de loterie faisant référence au statut de réfugié.

8. Le Gouvernement mexicain a défini son nouveau programme concernant les réfugiés. Le premier segment de ce programme vise à achever l'intégration

des réfugiés guatémaltèques et à renforcer l'infrastructure institutionnelle pour la protection des réfugiés. L'expérience accumulée pendant vingt et une années d'accueil de réfugiés guatémaltèques au Mexique a été fondamentale. Le Mexique a garanti aux réfugiés le droit de choisir de retourner volontairement chez eux ou de rester dans le pays, en prenant la nationalité mexicaine. Aujourd'hui, il œuvre à achever leur intégration au Mexique et, en particulier, à délivrer des certificats de naturalisation, octroyer des droits de propriété foncière et réaliser des projets productifs. En outre, tout est fait pour disposer d'une structure nationale de protection des réfugiés. L'établissement du « Comité de Elegibilidad » est la première priorité du pays.

9. Par ailleurs, la participation du Mexique comme membre à part entière du Comité exécutif du HCR, deuxième aspect du nouveau programme mexicain en faveur des réfugiés, ouvre une nouvelle étape dans la contribution du pays à la protection internationale des réfugiés. L'apport du Mexique devrait être fondé sur des principes qui résultent de la tradition et de l'expérience du pays : le rapatriement librement consenti et la pleine intégration des réfugiés dans les pays d'accueil, qui sont les formules idéales pour une solution durable du problème des réfugiés; l'impératif de prévention, qui met en cause divers aspects, certains immédiats, comme le renforcement des capacités nationales pour faire face à l'accueil de réfugiés, et d'autres à moyen terme, comme l'élimination des facteurs à l'origine de l'afflux de réfugiés au moyen du développement économique et social de tous les pays; la coopération internationale, la solidarité et le partage des dépenses, principaux moyens de faire face à la situation des réfugiés dans le monde; et, enfin, la nécessité d'une approche bien définie en matière de droits de l'homme afin d'empêcher la discrimination et la xénophobie dont sont victimes les réfugiés dans nombre de cas.

10. Les consultations qui se tiennent au niveau mondial pour réactiver le régime de protection internationale et analyser les moyens de répondre, de façon durable, aux besoins internationaux de protection, devraient permettre à l'Organisation et aux gouvernements de définir conjointement le programme mondial pour les réfugiés du XXI<sup>e</sup> siècle.

11. **M. Zoumanigui** (Guinée), prenant la parole au nom du Bénin, du Burkina Faso, du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée,

de la Guinée-Bissau, du Libéria, du Mali, de la Mauritanie, du Nigéria, du Sénégal, de la Sierra Leone et du Togo, considère que la mention expresse dans le rapport du Haut Commissaire de questions comme le VIH/sida, la réintégration des réfugiés, l'environnement, les critères de développement communautaire et la situation particulière parmi les réfugiés des femmes, des enfants, des adolescents et des personnes âgées illustre la volonté et la détermination du HCR d'examiner les divers problèmes concernant les réfugiés de façon globale et détaillée. Il faut cependant réfléchir attentivement à la question de la responsabilité et des obligations des réfugiés dans les pays d'accueil et d'asile. Les pays de la sous-région se félicitent des résultats encourageants obtenus au moyen de l'implication des femmes réfugiées des différentes régions dans la recherche de solutions aux problèmes qui les touchent, en particulier ceux intéressant la participation communautaire et le règlement des conflits. La coordination des activités des différentes parties intéressées, sous les auspices du HCR, contribuerait à renforcer l'action de ces femmes.

12. Les pays de la sous-région se félicitent de la participation du HCR au programme de formation et de renforcement des capacités de l'initiative interinstitutionnelle en faveur des droits de l'enfant. À cet égard, les pays de la sous-région souhaiteraient que le HCR, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés, examine attentivement l'influence et l'effet des drogues sur les enfants affectés par des conflits armés.

13. Malgré la légère diminution du nombre de réfugiés dont s'occupe le HCR, la question des réfugiés reste préoccupante; la mobilisation des ressources financières demeure donc un objectif fondamental. Outre les ressources que peuvent apporter les États Membres et tous les partenaires au développement, les pays de la sous-région appuient les initiatives engagées par le Haut Commissaire pour améliorer l'efficacité de son institution, comme cela est mentionné au paragraphe 6 du rapport.

14. Pour ce qui est du budget et du financement des activités opérationnelles, les pays de la sous-région se félicitent que, pour la première fois, le HCR ait présenté en 2000 l'ensemble de ses activités dans un budget consolidé, conformément aux recommandations du Comité consultatif pour les questions

administratives et budgétaires et du Comité exécutif. Les pays de la sous-région se félicitent en outre que des inspections aient été réalisées dans dix-sept pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe et voudraient en connaître les résultats afin que leurs autorités respectives puissent prendre les mesures correspondantes.

15. Le continent africain est toujours en proie à des conflits dévastateurs et la sous-région de l'Afrique de l'Ouest souffre tout particulièrement des conséquences désastreuses des guerres civiles au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau, ainsi que de leurs retombées sur les économies, les modes de vie, l'environnement et la sécurité des pays d'accueil. Le fait que le Haut Commissaire ait consacré sa première visite à l'Afrique de l'Ouest est une preuve de l'ampleur du problème des réfugiés dans la sous-région. Conscients des impératifs de paix, de sécurité et de développement, les gouvernements de la sous-région, sous les auspices de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont consacrés à la recherche de solutions aux conflits et à la consolidation de la paix et, dans cette optique, se félicitent tout particulièrement de la contribution de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité africaine et de la société civile, notamment les femmes de l'Union du Fleuve Mano.

16. La tenue en République de Guinée du 27 au 29 mars 2000 de la conférence organisée conjointement par l'OUA et le HCR pour célébrer le trentième anniversaire de la Convention de l'OUA relative aux réfugiés témoigne de la reconnaissance par la communauté internationale des efforts faits dans cette sous-région en faveur des réfugiés. Les pays de la sous-région se félicitent des résultats des missions effectuées par diverses structures de l'ONU, en particulier la mission FALL. Ils approuvent également la création d'un bureau de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, qu'ils assurent de tout leur soutien. La concertation engagée entre les autorités de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone, les trois pays de l'Union du Fleuve Mano, mérite d'être appuyée par la communauté internationale. En effet, pour les pays de la sous-région, l'heure est venue de consolider la paix et la sécurité, sans laquelle il ne saurait y avoir de développement durable. Dans cette optique, il conviendrait de renforcer encore plus la coordination entre les institutions humanitaires, les organismes et les

fonds de développement, les organismes de maintien de la paix et de la sécurité et les États Membres. Pour résoudre les problèmes des réfugiés en Afrique, il est essentiel de déterminer de façon objective les causes des conflits et de résoudre ces derniers par des moyens pacifiques.

17. La communauté internationale ne doit pas se cantonner au secteur humanitaire mais doit agir, en particulier, dans le cadre de la prévention et de la consolidation de la paix, pour instaurer un climat propice au développement, à la sécurité et à la prospérité. À cet égard, les pays de la sous-région se félicitent des recommandations qui figurent dans le rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés (A/55/985). Compte tenu de l'insuffisance des ressources et de l'instabilité qui continue de régner dans la sous-région, notamment dans le cadre de l'exécution des programmes en faveur des réfugiés, le renforcement de la protection et de l'aide doit être un objectif prioritaire de la communauté internationale.

18. Bien que la Convention de 1951 repose fondamentalement sur la notion de solidarité, notamment par le partage des responsabilités que suppose la protection des réfugiés, les pays d'accueil continuent de supporter l'essentiel de la charge. Ces pays ont besoin de moyens matériels et financiers pour faire face à la situation alimentaire, assurer des services sociaux, fournir des emplois et des logements, protéger l'environnement, fournir des services de formation et renforcer leurs capacités. À cet égard, la communauté internationale devrait assumer les responsabilités qui lui incombent.

19. La situation des personnes déplacées dans leur propre pays pour cause de guerre, de violence et de catastrophe est aussi un sujet de préoccupation. Les pays de la sous-région se félicitent des progrès réalisés dans ce domaine, comme l'observe le Secrétaire général dans sa note (A/56/168).

20. Le HCR doit étendre ses opérations partout dans le monde sur une base non discriminatoire. La communauté internationale doit prêter tout particulièrement attention à l'Afrique, compte tenu du nombre considérable de réfugiés qui s'y trouvent.

21. **M. Vienravi** (Thaïlande) note que, malgré les efforts menés sans relâche par la communauté internationale, la situation des réfugiés au niveau mondial reste préoccupante et s'est même aggravée ces

derniers mois. Particulièrement préoccupante est la situation en Afghanistan, où des millions de personnes ont fui leur foyer pour trouver refuge dans les pays voisins ou dans d'autres régions de leur propre pays. À cet égard, la Thaïlande félicite le HCR et les divers organismes humanitaires qui le soutiennent pour le travail qu'ils accomplissent. Ayant été un pays de premier asile durant plusieurs décennies pour des millions de personnes fuyant les combats et les conflits, la Thaïlande comprend pleinement les souffrances des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que la lourde responsabilité qui pèse sur les pays d'accueil. En signe de solidarité avec les organismes des Nations Unies et la communauté internationale, le 16 novembre 2001, le Gouvernement thaïlandais a ainsi fait un don de 3 000 tonnes métriques de riz à l'Afghanistan, qui seront acheminées par le Programme alimentaire mondial. En outre, la Croix-Rouge de Thaïlande a donné, par l'intermédiaire de l'Association de la Croix-Rouge d'Afghanistan, 10 000 couvertures pour l'Afghanistan.

22. Toutefois, bien que la communauté internationale doive continuer de s'occuper de la situation des réfugiés en Afghanistan, il est indispensable que le HCR répartisse équitablement les ressources disponibles entre les activités visant à trouver une solution efficace à la situation des réfugiés dans toutes les régions. La Thaïlande considère que le HCR devrait insister davantage sur la recherche de solutions durables et à long terme au problème des réfugiés et des personnes déplacées. Si la protection des réfugiés et des personnes déplacées dans les pays de premier asile reste une tâche importante du HCR et de la communauté internationale, il faut également faire face simultanément aux questions relatives à la prévention, à la réintégration, à la réinstallation et au rapatriement, qui sont autant de facettes du même problème. Ainsi que l'a signalé le Haut Commissaire, sa mission ne se limite pas à la protection mais implique en outre la recherche de solutions. Des solutions durables et à long terme pour les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays sont, sans l'ombre d'un doute, le meilleur investissement pour la paix et la stabilité. Pour que le problème des réfugiés et des personnes déplacées puisse être résolu de façon efficace et intégrée, la participation et la volonté politique de toutes les parties prenantes sont indispensables. Les pays d'origine, les pays de premier asile, les pays de réinstallation et les organisations internationales doivent travailler de concert sur la base de la

responsabilité partagée et de la participation aux dépenses.

23. En outre, il ne faut pas ignorer les tâches humanitaires auxquelles les pays d'accueil, en particulier les pays en développement disposant de peu de ressources, sont obligés de faire face lorsqu'ils accueillent un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées, ni les conséquences négatives et les problèmes auxquels ces pays sont confrontés dans ces situations. Comme la charge qu'impliquent les réfugiés ne peut être supportée indéfiniment, la Thaïlande est convaincue que le rapatriement est la meilleure solution durable à ce problème. Les pays d'origine ont un rôle fondamental à jouer à cet égard. Ainsi, en plus de travailler avec les pays de premier asile, le HCR, ainsi que ses autres partenaires, devraient également collaborer avec les pays d'origine pour venir à bout des causes profondes des exodes massifs et créer les conditions propices à un retour en toute sécurité et à la réintégration des rapatriés. La fourniture d'une aide humanitaire et d'une aide au développement aux pays d'origine est essentielle pour faciliter la réintégration et empêcher que se produisent de nouveaux afflux de réfugiés.

24. La Thaïlande attribue la plus haute importance à la recherche de solutions durables au problème des réfugiés et des personnes déplacées, non seulement parce qu'elle a elle-même dû pendant de nombreuses décennies fournir un abri à des millions de réfugiés et de personnes déplacées, mais aussi parce qu'elle croit fermement en la nécessité de protéger les droits fondamentaux de ceux qui sont obligés de fuir leur pays et d'agir conformément au principe de simple humanité. Concrètement, la Thaïlande fournit un abri et une aide temporaire à plus de 108 000 personnes déplacées le long de sa frontière occidentale, sans mentionner près d'un million de travailleurs étrangers qui se trouvent illégalement dans le pays. À cet égard, elle se félicite d'apprendre que le Myanmar a accepté d'aborder la question des personnes déplacées lors de la réunion de la Commission conjointe pour la collaboration entre la Thaïlande et le Myanmar qui se tiendra au mois de janvier prochain et espère sincèrement que cette réunion permettra de commencer à progresser vers la recherche d'une solution concrète au problème.

25. Pour sa part, la Thaïlande a collaboré avec le HCR, lui facilitant dans les meilleurs délais l'accès aux logements temporaires et lui permettant de participer

au processus d'enregistrement des personnes déplacées et aux activités de réinstallation et de rapatriement. La Thaïlande a également collaboré avec d'autres organisations internationales compétentes, entre autres l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales.

26. La Thaïlande appuie la proposition de révision du mandant du HCR de façon à couvrir les personnes déplacées dans leur propre pays et se félicite que les donateurs aient fourni de nouveaux apports d'aide aux personnes déplacées, notamment sous la forme de services de santé et de formation afin que ces personnes, lorsqu'elles rentrent dans leurs pays respectifs, puissent contribuer au développement.

27. **M. Dauth** (Australie) note qu'à l'heure où quelque 4 millions d'Afghans ont cherché refuge au Pakistan et en Iran, la conduite de la communauté internationale pour ce qui est de la répartition de cette charge avec les pays de premier asile n'a pas été exemplaire. Les dernières crises humanitaires, surtout celles du Kosovo et de la région des Grands Lacs d'Afrique, devraient permettre de définir les principes qui guideront l'action future. Une solide coopération internationale est indispensable pour appuyer les activités du HCR, qui a fait la preuve de son aptitude à prendre l'initiative de la réponse stratégique aux crises et à mobiliser des ressources pour parvenir à des solutions durables.

28. L'Australie, en tant que pays de destination d'un grand nombre des personnes qui émigrent du Moyen-Orient et de l'Asie méridionale, participe activement à l'analyse de la question du lien entre l'asile et les migrations, en collaboration avec le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations. M. Dauth souligne combien il est primordial que le HCR travaille en collaboration avec tous ceux qui participent aux activités de maintien de la paix et de reconstruction afin d'apporter une réponse intégrée aux crises internationales. Cependant, il faut que le HCR dispose des ressources nécessaires pour remplir sa mission et arriver à des solutions durables.

29. L'Australie, qui continue d'adhérer fermement à la Convention de 1951 et à son Protocole, appuie énergiquement le HCR avec des financements généreux. Elle est l'un des principaux pays de réinstallation des réfugiés et continuera de l'être. En

2000, elle a reçu 41 réfugiés pour 1 000 habitants, alors que les États-Unis en ont accueilli 29 pour 100 000 habitants et la Suisse 20 pour 100 000 habitants. Malheureusement, l'Australie s'est transformée en un lieu de destination attrayant pour les migrants illégaux, problème auquel sont confrontés beaucoup d'autres pays et qui nuit à l'intégrité du système international de protection. Pour y remédier, il faut mettre en œuvre des mesures déterminées au niveau national et entreprendre une action régionale et multilatérale concertée. L'Australie est prête à assumer ses responsabilités au plan international afin d'aider le HCR dans sa mission de protection des plus nécessiteux.

30. **M. Kiniger-Passigli** (Organisation internationale du travail) rappelle que l'OIT a établi voilà deux ans un programme d'action et de reconstruction axé sur la promotion de l'emploi, la protection sociale et le dialogue social et visant à résoudre les problèmes socio-économiques auxquels sont confrontés les pays et territoires qui souffrent des conséquences de conflits armés, de catastrophes naturelles, de mutations politiques et sociales et de crises économiques et financières. Dans le cadre de ce programme, l'OIT a établi des partenariats avec des institutions spécialisées des Nations Unies et avec d'autres organismes s'occupant de la reconstruction et du développement. Un élément essentiel de ce mécanisme est la fourniture d'une aide pour la réintégration socio-économique des réfugiés au moyen de l'exécution de programmes de création d'emplois, de génération de revenus et d'intégration sociale.

31. M. Kiniger-Passigli considère que la protection et l'aide aux réfugiés, aux personnes déplacées ou aux groupes vulnérables exigent que l'on cesse de penser exclusivement en termes d'aide humanitaire. Ce type d'aide est indispensable, mais il faut faire beaucoup plus pour rétablir les conditions indispensables à une vie digne dans une société dévastée par la guerre, les catastrophes ou les crises sociopolitiques. L'OIT souhaite contribuer à assurer la jonction entre l'aide humanitaire et le développement à long terme et favoriser l'adoption de solutions durables. Une fois qu'a été garantie leur sécurité et que leurs besoins alimentaires immédiats ont été satisfaits, les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays ne réclament qu'une chose : un travail digne qui leur apporte liberté et sécurité. Pour que les réfugiés et les groupes vulnérables ne deviennent pas une charge pour

la société, il faut investir dans leur avenir. L'accroissement de l'emploi, la réduction de la pauvreté et l'intégration sociale des réfugiés et d'autres groupes vulnérables contribueraient dans une grande mesure à la sécurité non seulement dans le pays considéré mais dans toute la région. Il faut tout d'abord évaluer les aptitudes et préparer les intéressés à mener une activité productive. Les femmes peuvent acquérir dans les camps de nouvelles aptitudes que peut être elles n'auraient pas été en mesure d'acquérir dans des conditions normales. Il est aussi possible de les aider à établir des micro-entreprises et de les guider pour faciliter leur réintégration.

32. Quand le retour des réfugiés n'est pas envisageable dans un futur proche, il est indispensable d'engager un dialogue social sur les intérêts communs, principalement les ressources et les biens productifs, afin d'éviter les tensions avec les communautés d'accueil et de dissiper les peurs et les préjugés. Dans cette optique, l'OIT dispose d'une très grande expérience dans la mise en œuvre de programmes de développement économique au niveau local.

33. Il importe que les bénéficiaires potentiels, y compris les réfugiés et les autres groupes vulnérables, participent à la planification de la reconstruction afin de se sentir maîtres de leur avenir. La reconstruction peut encourager la création d'emplois si l'on adopte des technologies qui permettent d'utiliser de la main-d'œuvre en même temps que du matériel.

34. L'OIT se propose de collaborer de façon encore plus étroite avec les États Membres, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les organismes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods, les organisations non gouvernementales et tous ceux qui ont décidé de faire une réalité de la justice sociale, de l'égalité des chances et de l'établissement d'une paix durable.

35. **M. Kastberg** (Directeur du Bureau des programmes d'urgence du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) rappelle que la communauté internationale a assisté ces quelques dernières années à des violations terribles des droits des réfugiés, des personnes déplacées dans leur propre pays et d'autres civils piégés dans des conflits. Le niveau de violence et de brutalité des guerres actuelles est sans précédent; viols, destruction des récoltes, empoisonnement des puits d'eau, épuration ethnique, génocide sont monnaie courante. Les combattants se moquent de toutes les

normes humanitaires élémentaires et se livrent à des attaques féroces contre des enfants et des communautés sans défense. Même les enfants sont utilisés comme combattants et sont emportés dans un tourbillon qui en font non seulement les cibles des attaques mais aussi les auteurs d'atrocités.

36. Il faut mettre fin à l'impunité, car sinon se perpétuera le cercle vicieux des violations des droits de l'homme dont sont victimes les enfants. L'UNICEF considère que les auteurs des violations des droits des enfants ne peuvent être protégés par une amnistie en cas d'accord de paix. Ceux qui violent les droits des enfants doivent répondre de leur acte. Néanmoins, mettre fin à l'impunité ne signifie pas seulement voir les criminels de guerre sur le banc des accusés. Il faut aller beaucoup loin : il faut créer les conditions politiques et sociales pour que tous ceux qui ont violé les droits des enfants et agi de connivence soient rejetés par l'ensemble du monde civilisé. Il faut pour cela que les gouvernements et la société civile fassent preuve de courage et de volonté politique.

37. L'UNICEF s'est engagé à collaborer afin de résoudre certaines situations donnant lieu à la présence prolongée de réfugiés. Dans cette optique, il est indispensable de susciter l'engagement stratégique de tous les partenaires concernés. L'UNICEF est prêt à apporter son appui aux initiatives visant à faire prendre conscience de la nécessité de trouver des solutions à ces graves situations. Il est également décidé à engager un dialogue plus intense avec le HCR afin d'étudier les possibilités d'aider et de protéger les enfants et les femmes et de contribuer à l'adoption de solutions durables.

38. Cependant, il ne suffit pas de répondre aux besoins fondamentaux. La communauté internationale doit contribuer à l'épanouissement des individus et au respect de l'ensemble des droits de l'homme. La communauté internationale ne peut plus permettre que des générations entières d'enfants vivent dans la misère et le désespoir faute d'une solution politique. La Convention sur les droits de l'enfant, instrument international des droits de l'homme qui compte le plus grand nombre de ratifications, constitue un instrument précieux pour l'UNICEF et les autres organisations qui oeuvrent en faveur des enfants réfugiés et déplacés, car elle impose aux gouvernements l'obligation de protéger tous les enfants et de leur donner refuge, y compris les enfants réfugiés et déplacés dans leur propre pays.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.39 : Élargissement du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*

39. **M. Paterson** (Nouvelle-Zélande) présente le projet de résolution A/C.3/56/L.39 au nom des auteurs initiaux et du Bangladesh. Il s'agit de porter de 57 à 61 États le nombre des membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, conformément à deux décisions approuvées par le Conseil économique et social en mai et juillet de l'année en cours. Le Conseil est prié, lors de la reprise de sa session d'organisation de 2002, d'élire les membres supplémentaires. Le désir exprimé par l'Équateur, la Guinée, la Nouvelle-Zélande et la Yougoslavie d'être membres du Comité exécutif témoigne du ferme appui que les gouvernements de ces pays apportent au travail du HCR et de leur volonté d'intensifier leurs contributions à cet important aspect du travail de l'Organisation des Nations Unies. Les auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté par consensus.

**Point 115 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)**  
(A/C.3/56/L.28/Rev.1)

*Projet de résolution A/C.3/56/L.28/Rev.1 : Les droits de l'enfant*

40. **Mme Stevens** (Belgique) présente le projet de résolution au nom de l'Union européenne, du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, des autres auteurs initiaux et de l'Afrique du Sud, d'Andorre, de l'Australie, du Bangladesh, de la Bulgarie, du Bhoutan, du Chili, de la Chine, de Chypre, de la Croatie, d'El Salvador, de la Fédération de Russie, des Philippines, du Guyana, de l'Inde, de l'Islande, des Îles Marshall, d'Israël, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, du Kirghizistan, du Liechtenstein, de la Lituanie, de Madagascar, du Mali, de Malte, du Maroc, de la Namibie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Paraguay, de la République tchèque, de la République de Corée, de la République de Moldova, de Saint-Marin, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, du Suriname, de la Thaïlande, de la Tunisie, de l'Ukraine et de la Zambie et propose quelques révisions au texte.

41. Le nouveau libellé de la deuxième partie du paragraphe 2 est le suivant : « et que, au 12 novembre 2001, 10 États étaient devenus parties au Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur les droits de

l'enfant concernant la participation des enfants à des conflits armés, permettant ainsi son entrée en vigueur le 12 février 2002 ».

42. Le nouveau libellé du paragraphe 4 est le suivant « Se félicite en outre du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui doit se tenir à Yokohama (Japon) du 17 au 20 décembre 2001, ainsi que des réunions consultatives régionales tenues en vue de sa préparation, et invite les États Membres et les observateurs à s'efforcer d'y participer à un haut niveau politique ».

43. Le nouveau libellé de l'alinéa c) du paragraphe 5 du dispositif est le suivant : « De prier le Secrétaire général de réaliser une étude approfondie de la question de la violence dont sont victimes les enfants, tenant compte des résultats de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, et de formuler des recommandations, qu'il soumettra pour examen aux États Membres, sur les mesures appropriées, en particulier les recours efficaces et les mesures préventives et de réhabilitation ».

44. La Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants ayant été retardée, l'Union européenne et le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, auteurs traditionnels de la résolution générale sur les droits de l'enfant, ont décidé cette année de remplacer cette résolution exhaustive par une résolution de procédure afin d'éviter les chevauchements avec l'actuel processus de négociation préparatoire du document final de la session extraordinaire. L'Union européenne et le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes souhaitent que, lors de la cinquante-septième session, la Commission reprenne l'examen de fond de la question des droits de l'enfant et espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

**Point 119 a) de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme : application des instruments relatifs aux droits de l'homme (suite)** (A/C.3/56/L.34)

*Projet de résolution A/C.3/56/L.34 : Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.*

45. **M. Hahn** (Danemark) présente le projet de résolution au nom des auteurs, auxquels se joignent l'Argentine, le Bénin, le Burkina Faso, l'Équateur, le Mali, Malte, Maurice, le Mexique, la République de



Corée, la République de Moldova, le Sénégal, la Sierra Leone et l'Ukraine et propose quelques révisions.

46. Le nouveau libellé du paragraphe 20 est le suivant : « Demande instamment aux gouvernements d'aider le Rapporteur spécial et de coopérer avec lui dans l'accomplissement de sa tâche, de lui fournir toutes les informations qu'il sollicite, de répondre favorablement et promptement à ses appels urgents et d'envisager sérieusement de l'inviter dans leur pays lorsqu'il le demande, et les prie instamment d'engager un dialogue constructif avec le Rapporteur spécial sur la suite à donner aux recommandations de ce dernier ».

47. Le nouveau libellé du paragraphe 21 est le suivant : « Réaffirme que le Rapporteur spécial doit pouvoir réagir avec efficacité, en particulier au moyen des appels urgents, lorsqu'il est saisi d'informations sûres et dignes de foi, et l'invite à solliciter comme précédemment les vues et observations de toutes les parties concernées, en particulier celles des États Membres ».

48. Le projet de résolution est le fruit de diverses consultations avec de nombreux auteurs et d'autres délégations intéressées. La lutte contre la torture est une question qui revêt une grande priorité pour le Gouvernement danois et le projet de résolution constitue un instrument de plus dans cette optique. Les auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

**Point 119 b) de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et les libertés fondamentales (suite)**

(A/C.3/56/L.41, L.42, L.43, L.44, L.45, L.46, L.47, L.48 et L.49)

*Projet de résolution A/C.3/56/L.41 : Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales*

49. **M. Montwedi** (Afrique du Sud), présentant le projet de résolution au nom des États Membres des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés et de la Chine, indique qu'une fois de plus, il est demandé aux États de s'abstenir d'appliquer des mesures économiques, politiques ou autres de caractère coercitif à l'encontre d'autres États, les empêchant d'exercer leurs droits souverains. Ces mesures unilatérales ne sont pas conformes aux objectifs et principes consacrés dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Le Mouvement des

pays non alignés reste préoccupé par le fait qu'en violation du droit international et de la Charte, certains États continuent d'adopter des mesures unilatérales coercitives qui ont des effets négatifs sur les activités humanitaires. Les auteurs du projet de résolution espèrent que, cette fois, cette initiative recevra également l'appui d'un nombre toujours plus grand États qui ne sont pas membres du Mouvement des pays non alignés et que le texte sera adopté par consensus.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.42 : Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme*

50. **M. Montwedi** (Afrique du Sud), présentant le projet de résolution au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés et de la Chine, indique que le texte proposé cette année constitue littéralement une actualisation de la résolution de l'année précédente et incorpore des références à la Déclaration du Millénaire et à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, deux événements récents qui ont contribué au renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. Les auteurs espèrent sincèrement que le projet de résolution sera adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.43 : Le droit au développement*

51. **M. Montwedi** (Afrique du Sud), présentant le projet de résolution au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés et de la Chine, indique qu'il s'agit d'un des projets de résolution les plus importants du Mouvement. Alors que depuis trois ans, la Commission a approuvé des résolutions de procédure sur le droit au développement, le Mouvement des pays non alignés a décidé de présenter un projet de résolution de fond qui repose sur le travail réalisé entre les sessions à Genève par le Groupe de travail sur le droit au développement. Il existe actuellement une base solide pour l'application pratique de ce droit. Comme dans le cas du projet de résolution A/C.3/56/L.42, les consultations se poursuivent sur ce projet et les auteurs espèrent que l'on arrivera bientôt à dégager un consensus dans le

cadre de ces consultations et que d'autres États se joindront aux auteurs initiaux.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.44 : Promotion d'un ordre international démocratique et équitable*

52. **Mme de Armas Garcia** (Cuba) présente le projet de résolution A/C.3/56/L.44 au nom des auteurs, auxquels se joignent le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, le Cameroun, El Salvador, la Gambie, Haïti, l'Iraq, le Kenya, Madagascar, la Sierra Leone et le Swaziland. Le projet de résolution témoigne de la reconnaissance du fait que les relations internationales, tant sur le plan politique que sur le plan économique, doivent être empreintes d'un caractère démocratique, de justice et d'équité, afin de permettre à tous les citoyens et à toutes les nations d'avoir une voix égale dans les processus d'adoption de décisions. A son tour, l'existence d'un ordre international démocratique et équitable garantira un climat favorable au respect de l'ensemble des droits de l'homme et à la démocratisation dans tous les pays du monde. Le projet de résolution reprend pratiquement dans son intégralité le texte déjà adopté par l'Assemblée générale avec l'appui écrasant des pays en développement. Les auteurs espèrent qu'il sera adopté par consensus et, en particulier, demandent aux pays en développement qu'ils appuient un projet qui pour l'essentiel est favorable aux intérêts des pays du Sud.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.45 : Respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies afin d'instaurer une coopération internationale pour promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de résoudre les problèmes internationaux de caractère humanitaire*

53. **Mme de Armas Garcia** (Cuba) présente le projet de résolution A/C.3/56/L.45 au nom des auteurs, auxquels se joignent le Bénin, le Cameroun, Haïti, le Kenya et le Mozambique. Le projet de résolution, qui reprend le texte adopté avec un large appui lors de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, part du principe établi lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme selon lequel la défense et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales doivent être considérées comme une tâche prioritaire de l'Organisation des Nations Unies, conformément à ses buts et principes, notamment celui de la coopération internationale. La défense et la protection de tous les droits de l'homme

constituent dans cette optique une préoccupation légitime de la communauté internationale.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.46 : Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité*

54. **M. Amoros** (Cuba) présente le projet de résolution A/C.3/56/L.46 au nom des auteurs, auxquels se joignent le Burkina Faso, le Cameroun, le Kenya, le Mozambique, la République démocratique du Congo et la Tunisie. Le projet de résolution souligne le fait que la coopération internationale en faveur du développement et du respect des droits de l'homme, qui figure parmi les objectifs de la Charte des Nations Unies, doit contribuer de façon concrète à la prévention des violations massives et flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales. La défense, la protection et la pleine réalisation de ces droits et libertés fondamentales, qui sont une préoccupation légitime de la communauté internationale, doivent obéir aux principes de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité et ne pas être utilisées à des fins politiques, comme cela a été mentionné expressément dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne. Dans le projet, les organes qui s'occupent des questions relatives aux droits de l'homme au sein du système des Nations Unies sont priés de tenir dûment compte de la teneur de la résolution dans l'exercice de leurs fonctions. Les auteurs espèrent que ce texte sera adopté par consensus.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.47 : Respect des principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États en ce qui concerne les processus électoraux en tant qu'élément important de la défense et de la protection des droits de l'homme*

55. **M. Reyes** (Cuba) présentant le projet de résolution au nom des auteurs, auxquels se sont joints le Cameroun, la Gambie, le Ghana, Haïti, le Kenya, la Mauritanie et la Somalie, rappelle qu'il s'agit d'un projet présenté depuis plus de dix ans. Compte tenu de l'évolution des circonstances depuis que le projet a été présenté pour la première fois, de la crainte que la

coopération internationale au sein de l'Organisation des Nations Unies ne soit utilisée pour s'ingérer dans la situation des peuples en développement et de l'aptitude démontrée du système des Nations Unies à établir à la demande des États un système d'assistance électorale prenant en considération les intérêts des pays du Sud et des autres pays concernés, la délégation cubaine a tenu de larges consultations pour adapter le projet à la lumière des événements récents et des intérêts des différentes parties.

56. Le projet actuel est sensiblement modifié par rapport au projet antérieur. En premier lieu, il reconnaît la fonction importante que joue le système des Nations Unies dans l'assistance électorale. Il réaffirme également l'importance d'élections honnêtes, périodiques et libres comme un moyen de garantir le développement démocratique. En outre, au paragraphe 8, il réaffirme que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité du gouvernement. Le projet réaffirme les principes sur lesquels il est fondé, en particulier le respect du droit des peuples à l'autodétermination, la souveraineté et la non ingérence dans les affaires intérieures. La délégation de Cuba et les autres auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.48 : Le droit à l'alimentation*

57. **M. Amoros** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom des auteurs, auxquels se sont joints le Bhoutan, le Botswana, les Philippines, l'Iraq, l'Italie, le Myanmar, le Niger, le Mozambique, la Sierra Leone et la Somalie, signale que ce droit a fait l'objet d'une mention spéciale dans les instruments et déclarations sur les droits de l'homme qui ont été largement acceptés. Cependant, la faim et l'insécurité alimentaire sont des problèmes de dimension planétaire, qui risquent de persister, voire de s'aggraver de façon dramatique, dans certaines régions. Près de 800 millions de personnes, principalement dans les pays en développement, ne disposent pas d'aliments suffisants pour couvrir leurs besoins de base, ce qui représente une violation de leurs droits humains fondamentaux. Un environnement politique, social et économique pacifique, stable et propice tant au niveau national qu'au niveau international est la condition essentielle pour pouvoir donner la priorité voulue à ce droit.

58. Dans le projet de résolution il est réaffirmé que la faim est un outrage et une violation de la dignité humaine, qui exige que soient adoptées d'urgence aux plans national, régional et international des mesures visant à l'éliminer. Il s'agit notamment de mobiliser contre ce fléau des moyens financiers et techniques auprès de toutes les sources. Les États sont aussi encouragés à prendre des mesures en vue d'assurer progressivement la pleine réalisation du droit à l'alimentation. En outre, le Rapporteur spécial est encouragé à continuer de défendre ce droit et le Secrétaire général et le Haut Commissaire pour les droits de l'homme sont encouragés à continuer d'apporter toutes les ressources humaines et financières nécessaires pour que le Rapporteur spécial puisse réaliser son mandat. Enfin, les gouvernements, les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies compétents, les organes de suivi des traités ainsi que les organisations non gouvernementales sont invités à coopérer aussi avec le Rapporteur spécial.

*Projet de résolution A/C.3/56/L.49 : Les droits de l'homme et la diversité culturelle*

59. **Mme Vadiati** [Iran (République islamique d')], présentant le projet de résolution au nom des auteurs, auxquels se sont joints le Cambodge, le Cameroun, la Guinée, la Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, le Maroc, la Mauritanie, la République dominicaine et la Somalie, considère que la diversité culturelle et le développement de tous les peuples et de toutes les nations enrichissent la vie culturelle de l'humanité. Le projet de résolution se félicite de l'adoption du Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations et de la Déclaration de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Sont également accueillies avec satisfaction la Déclaration du Millénaire et la reconnaissance par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui lui est associée de la nécessité de respecter et de développer au maximum les bienfaits de la diversité qui existe au sein des nations. En outre, tous les acteurs qui œuvrent sur la scène internationale sont instamment priés d'édifier un ordre international fondé sur l'inclusion, la justice, l'égalité et l'équité, la dignité humaine, la compréhension mutuelle ainsi que la défense et le respect de la diversité culturelle et de l'universalité des droits de l'homme, et de rejeter toutes doctrines d'exclusion fondées sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance

qui y est associée. Il est demandé instamment aux États de faire en sorte que leur système politique et juridique reflète la pluralité des cultures existant au sein de la société et, le cas échéant, de réformer leurs institutions démocratiques afin qu'elles soient plus largement participatives et évitent la marginalisation. Les auteurs espèrent que le projet sera adopté par consensus comme les années précédentes.

60. **M. Reyes** (Cuba) signale que l'Éthiopie a été oubliée dans la liste des auteurs initiaux du projet A/C.3/56/L.47. Il signale également que, dans la version en espagnol du projet de résolution A/C.3/56/L.43, l'astérisque (\*), qui indique que l'Afrique du Sud présente le projet de résolution au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés et de la Chine, a été omise.

61. **M. Shen Guofang** (Chine) indique que, dans la version en chinois du projet de résolution A/C.3/56/L.42, la note de bas de page doit se lire comme suit « Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés et de la Chine ».

*La séance est levée à 12 h 20.*